

1er - 16
décembre
1998

n° 104

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS
The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain...
700 Agences
dans le Monde

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

Tout pour être heureux

Par 99 voix sur 122, 13 contre, 3 abstentions et un vote nul, l'Assemblée a donné le 30 novembre sa confiance au Gouvernement Hun Sen.

Si l'on rapproche cet événement véritablement historique de la quasi-disparition des khmers rouges, c'est un immense soulagement, un très grand espoir qui doivent prévaloir. Tout semble indiquer que s'ouvrent des temps nouveaux, que les changements si souvent, depuis si longtemps souhaités sont maintenant possibles.

On va bien voir s'il existe une fatalité qui maintiendrait le Cambodge dans les querelles, ou si la réconciliation amorcée va se renforcer dans l'effort mené ensemble. Si l'équipage du bateau, sous l'autorité d'un leader unique, va trouver la cohésion et le rythme qui assurent les performances.

Bien sûr les sceptiques ont souvent raison : la réconciliation n'a été acceptée que comme un pis-aller, les rancunes vont bientôt réapparaître, les réformes proposées ne sont que vœux pieux et faux-semblants, la situation financière est désastreuse, l'opposition, bien soutenue de l'étranger, va s'en donner à cœur joie et saper la coalition, ...

Mais le pire n'est jamais sûr. Comme il y a des cercles vicieux, il y a des spirales ascendantes. Le Cambodge pourrait rencontrer enfin des vents favorables, et prouver qu'il a réellement, comme on le dit souvent sans y croire, tout pour être heureux : ressources humaines, ressources naturelles, situation géographique, ... on ajoutera bientôt, c'est sûr : stabilité politique, gouvernement efficace, et même qui sait : excellente image à l'étranger ! A.G.

Le nouveau gouvernement naît dans la confiance – Om Yenteng : les raisons de l'optimisme – la voix des sceptiques – composition du nouveau Gouvernement – le programme commun.

Voici le Gouvernement Royal enfin formé, avec une très large confiance de la nouvelle Assemblée. Tout jusqu'à présent porte à l'optimisme. Le meilleur argument en faveur de cet optimisme c'est qu'à la coopération entre PPC et Funcinpec il n'y a pas d'alternative. Ce qu'on espère, c'est qu'en travaillant ensemble à un programme commun les deux partis au pouvoir oublieront leurs querelles.

Il ne manque pourtant pas de sceptiques. Écoutons un haut responsable anonyme, avant d'écouter Om Yenteng, confiant.

la voix des sceptiques

La réconciliation, je n'y crois pas. Le Funcinpec ne peut pas pardonner.

Mais que peut-il faire ? Il ne peut pas espérer rétablir l'équilibre des pouvoirs. Hun Sen a verrouillé les postes-clés avec ses fidèles : Sok An, Keat Chhon, ... Le partage des portefeuilles ne signifie pas le partage du pouvoir ! L'équipe PPC est très soudée, et elle occupe tous les postes qui détiennent l'argent.

la faiblesse du PPC

Le PPC a pourtant une faiblesse : comment, avec les mêmes hommes, réussirait-il le changement ? Pourquoi ces responsables réaliseraient-ils maintenant les changements qu'ils n'ont pas voulu ? Comment pourraient-ils "muter" ? On ne doit pas attendre de grande réforme de ce gouvernement.

Ce que peut faire le Funcinpec, c'est introduire des réformes, vite. Faire ses preuves en proposant des changements.

Il doit pour cela introduire des gens nouveaux dans les ministères, dans l'épaisseur de l'administration. C'est difficile : dans l'administration, ce sont les Di-

recteurs qui ont les dossiers, et ils sont à 90 % PPC. Et les autres 10 % sont souvent des sympathisants ... Je donne au Funcinpec 3 mois pour cela : après, il sera trop tard.

Ce sera d'autant plus difficile qu'il y a au Funcinpec une entrée en force des courtisans et des gens du Palais, une ambiance dans laquelle des gens comme Tol Lah, ou Khy Taing Lim, ne sont pas très à l'aise.

Sam Rainsy : la vie facile

Sam Rainsy de son côté aura la partie belle. Il rappellera sans cesse à Ranariddh sa "trahison". Il est probable qu'il fera passer ses critiques du PPC vers le Funcinpec pour recueillir ses partisans. Il se placera aisément pour les prochaines élections.

contexte difficile pour le PPC

A cela on peut ajouter que la situation financière du pays est très difficile, même si le maintien de Keat Chhon à son poste de ministre des Finances est bien vu par la communauté internationale. La TVA, les douanes, les ports, ... tout cela n'assure que de faibles revenus !

Le contexte international est très défavorable. S'il n'y avait pas de normalisation avec les Etats-Unis, ce sont les relations avec le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, l'ASEAN qui seraient compromises, sans parler des GSP et MNF menacés ...

Et en janvier prochain Hun Sen aura une dure épreuve, avec la résolution 309 du Sénat qui, sous l'influence de Rohrabacher l'accusera d'être un criminel coupable de génocide, ...

les raisons de l'optimisme

Il existe des raisons objectives d'être optimiste pour le gouvernement qui vient d'être formé, nous dit au contraire Om Yenteng, proche conseiller de Hun Sen.

Les derniers résultats montrent une réelle volonté de Ranariddh et du Funcinpec de coopérer avec le PPC. Et de son côté le PPC a confiance : le temps le montrera. Il existe des gens capables au Funcinpec !

Nous sommes dans le même bateau, notre intérêt est d'avancer ensemble. C'est le seul choix. Si on détruit le bateau, tout le monde se noiera.

Si on arrive à séparer la politique de la gestion des affaires publiques, on peut avoir confiance dans la coalition. Il ne faut pas parler de divorce avant le mariage ! Au contraire, le mariage peut améliorer les relations ...

un programme vraiment commun

Sur les trois groupes de travail chargés de préparer la mise en route du nouveau gouvernement (programme commun, composition du Gouvernement et Sénat), celui auquel j'ai participé (programme commun) n'a eu à se réunir que deux fois : l'accord a été facile. C'est encourageant pour l'avenir.

Il faut rappeler que ce programme est maintenant la politique du Gouvernement tout entier : tous ses membres doivent le respecter et l'appliquer. Un ministre, bien qu'il soit un personnage politique, doit dans sa fonction appliquer la politique du Gouvernement.

J'ai été très heureux d'entendre les dirigeants du Funcinpec déclarer qu'ils ne participent pas au Gouvernement pour faire obstacle mais pour travailler.

dépolitiser la fonction publique

Hun Sen a insisté sur ce point : il veut dépolitiser, neutraliser la fonction publique.

Il faut distinguer à ce sujet dans la fonction publique les respon-

(suite page 2)

A l'intérieur

le nouveau Gouvernement

confiants et sceptiques pp. 1 - 2
composition p. 2
programme pp. 3 - 8

Institut de Technologie

conjoncture pp. 4 - 8
menaces sur la Confection p. 5
la TVA p. 6 - 7
p. 5 médias p. 8

Le nouveau gouvernement

Premier Ministre : Hun Sen (P)

Conseil des Ministres : Ministre VPM Sok An (P)

S.E. Sum Manit (P), Chea Sophon (F)

Défense : Ministres ME Tea Banh (P) et Sisowath Sirirath (F)

S.E. Chay Saing Yun (P), Por Bun Sreu (F)

Intérieur : Ministres VPM Sar Kheng (P) et ME You Hockry (F)

S.E. Em Sam Ann (P), Keang Vang (F), Prum Sokha (P), Than Sina (F)

Affaires Étrangères : Ministre ME Hor Namhong

S.E. Uch Kim An (P), Chhoeng Chanooun (F)

Économie et Finances : Ministre ME Keat Chhon

S.E. Ouk Rabun (P), Kong Vibol (F)

Environnement : Ministre Mok Mareth (P)

S.E. Chan Saphan (P), To Gary (F)

Affaires Féminines et Anciens Combattants : Ministre Mme Mu Sokhyor

(F), S.E. Mme Ung Kunthea (P), Mme You Ay (F)

Plan : Ministre Chhay Than (P)

S.E. Ou Orhat (P), Lay Trahos (F)

Industrie, Mines, Énergie : Ministre Suy Sem (P)

S.E. Ith Prang (P), Nheap Bun Chin (F)

Information : Ministre ME Lou Lay Sreng (F)

S.E. Om Taravuth (F), Khieu Kanharith (P)

Santé : Ministre ME Hong Sun Huot (F)

S.E. Eng Phirun (F), Mom Bun Heng (P)

Éducation, Jeunesse et Sports : Ministre VPM Tol Lah (F)

S.E. Pok Than (F), Im Sethy (P)

Agriculture, Forêts et Pêches : Ministre Chhea Song (P)

S.E. Chan Tong Yves (P), May Sam Oeun (F)

Affaires Sociales, Travail, Formation Professionnelle, Jeunes délinquants :

Ministre Ith Sam Eng (P), S.E. Nhim Thot (P), Mme Prak Chantha (F)

Justice : Ministre Uk Vithun (F)

S.E. Mme Ly Vouch Leang (P), Suy Nou (F)

Aménagement du Territoire et Construction : Ministre Im Chum Lim

(P), S.E. Ty Yay (P), Nou Saing Khon (F)

Tourisme : Ministre Veng Sereyvuth (F)

S.E. Thong Khon (P), Nut Nin Doern (F)

Travaux Publics et Transports : Ministre Khy Taing Lim (F)

S.E. Ahmad Yahya (F), Tram Iv Tek (P)

Cultes et Affaires Religieuses : Ministre Chea Savooun (F)

S.E. Srey Van Pehon (P), Chhorn Eam (F)

Ressources en Eau et Météorologie : Ministre Lim Kean Hor (P)

S.E. Y Kim Heang (P), Ngor Pin (F)

Commerce : Ministre Cham Prasith (P)

S.E. Pen Siman (P), Khék Ravy (F)

Postes et Télécommunications : Ministre So Khun (P)

S.E. Phan Phin (P), Lan Pou An (F)

Développement Rural : Ministre ME Chim Seak Leng (F)

S.E. Yim Chhay Ly (P), Ly Tuch (F)

Relations avec le Parlement et Inspection Gouvernementale

Ministre Khun Haing (F), S.E. Khov Meng Heang (F), Hong Them (P)

Culture et Beaux Arts : Ministre Princesse Bopha Devi (F)

S.E. Sisowath Sirivudh Panara (F), Pen Yeth (P)

Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique : Pich Bun Thin (P)

Secrétaire d'Etat à l'Aviation Civile : Pok Sam Ell (F)

↳ VPM : vice-Premier ministre; ME : Ministre d'Etat;
S.E. : Secrétaire d'Etat; C : PPC; F : Funcinpec

Scepticisme ? Optimisme ?

sables qui relèvent de la politique (les membres du gouvernement, c'est à dire Premier ministre, vice-Premiers ministres, secrétaires d'Etat, et les sous-secrétaires d'Etat qui ne font pas partie du gouvernement mais sont assimilés aux groupes politiques) de ceux qui remplissent comme les directeurs généraux des ministères, des fonctions publiques et administratives : ceux-là sont nommés, travaillent et sont retirés selon des règles techniques uniquement.

poursuivre et améliorer

La signification des élections est qu'il ne faut pas abandonner les lignes précédemment adoptées, mais plutôt faire des améliorations à partir de l'existant. Il faut se servir de l'expérience acquise. L'ancien n'est pas toujours mauvais !

contre la corruption :

oser, mais pas de chocs !

La lutte contre la corruption par exemple : le gouvernement nouveau voit une série de mesures pour la rendre plus efficace. Il devra oser, et repousser les obstacles politiques. Certains ministères ont déjà réalisé des changements. Mais il ne faut pas de grand choc, attention au rejet immunitaire ! Il faut plutôt une transfusion progressive.

De même pour les ministères : certains restent, avec les mêmes ministres, d'autres sont modifiés (Affaires Sociales et Travail devient un ministère plein), ou créés comme le ministère de l'Hydrologie et de la Météo, justifié par l'importance de l'eau pour nos millions de paysans.

conseillers :

de 180 à moins de 10

Un changement important : le nombre des Conseillers du Premier ministre va passer de 180 environ à moins de 10. Ce sera un important changement dans la façon de diriger le pays,

et une économie substantielle.

la gestion des forêts

Les mesures prises dans ce domaine ont déjà apporté beaucoup de résultats : contrôles, punitions, depuis quelques semaines la situation est meilleure : demandez à l'ADB ! On en viendra à bout et même les rumeurs disparaîtront (*politique forestière voir p. 8*).

réformes

Les réformes dans les domaines de l'Armée, de la Police, de la Justice, de l'Administration ont fait l'objet de réflexions déjà difficiles. Elles seront très difficiles à mettre en place. Mais l'important est de commencer. Je suis personnellement très optimiste sur la réussite des réformes militaire et judiciaire.

Militaire : je pense que dans deux ans on pourra réduire nettement les effectifs. Les travaux à ce sujet sont encore secrets.

la réforme judiciaire

Le problème n° 1 est le manque de confiance dans les juges. Même ceux qui sont bons ne sont pas crédibles ! On dit : avec un salaire de 25 dollars, comment seraient-ils honnêtes ?

Il y a pourtant de bons juges. Il faut commencer par la question des salaires.

Dans un premier temps, il en coûterait que 20 000 dollars par mois de mieux traiter les 88 personnes de la cour suprême (y compris les plantons).

Si on considère que les effectifs de la Justice, avec les 23 tribunaux provinciaux, les municipaux, la Cour suprême et le ministère sont au total de 1500 personnes, il en coûterait 150 000 dollars par mois de les rémunérer de 70 à 300/400 dollars par mois. C'est une somme que l'on récupère, et au-delà, en supprimant les conseillers du Premier ministre : 200 000 dollars par mois au total ...

A PROPOS ...

grands projets de Siemens

Siemens, qui n'a encore qu'un bureau à Phnom Penh, envisage de très importants investissements au Cambodge dans le domaine des infrastructures : centrales électriques à Sihanoukville et Battambang, barrages hydro-électriques à Kirirôm, Kamchay, près de la frontière thaïlandaise, rénovation des lignes de chemins de fer de Poipet à Phnom Penh et de Phnom Penh à Sihanoukville, télécommunications. La formule

serait "build-operate-transfer" BOT. Le co-directeur de Siemens et l'ambassadeur d'Allemagne ont rencontré Hun Sen le 10 novembre à ce sujet. Une question se pose au sujet des nécessaires études préalables.

projets d'investissements

- un hôtel de 17 étages presque en face de la gare, sur un emplacement en principe réservé à un jardin public. Le fonçage des pieux est en cours, les autorités ayant menacé de retirer la licence si les travaux n'étaient pas commencés. Les investis-

seurs sont chinois. *Novotel* avait il y a quelques années projeté un hôtel à cet emplacement.

- un hôtel bd. Norodom à l'emplacement du restaurant Chao Praya. Selon une information il aurait 11 étages.

- une usine de crevettes congelées à Sihanoukville; montant : 10 à 12 millions de dollars.

- un hôtel à Sihanoukville remplaçant les bungalows de Sokha Beach, un investissement de 30 millions de dollars de la *Sokimex*.

- l'hôtel *Royal Angkor* à Siem Reap, 5 étoiles, 5 ha sur la

route des temples (*cn 102*), investissement de 35 millions de dollars par la *Royal Group*.

- A Kep, des intérêts allemands envisageraient l'acquisition des terrains appartenant à l'Etat, la réhabilitation des infrastructures : eau, routes, électricité, et la construction de 3 hôtels et d'un casino.

- pour l'adduction d'eau à Phnom Penh (environ 16 km de grosses conduites du pont Japonais au pont Monivong et embranchement le long des bd. Ch. de Gaulle et Monithé) sur financement BAD (*cn 97*), la *Lyonnaise des Eaux* serait bien

Présenté par le nouveau Premier ministre Hun Sen le 30 novembre 1998, le programme du Gouvernement Royal pour la législature qui commence est un important document de 19 pages. Trois chapitres : Politique, Economie, Culture/Santé/Social.

Politique

Rappelons (sans en reproduire le détail) les "7 points" de la politique intérieure, déjà rendus publics le 22 octobre :

1. Pacification
2. Application de la démocratie libérale et des droits de l'Homme
3. Liberté de la Presse et d'expression
4. Rôle du parti d'opposition
5. Contribution de la société civile
6. Gestion par la loi
7. Réforme.

Economie (extraits) principes

Le Gouvernement Royal continue à promouvoir l'économie de marché, *en liaison* avec la réduction de la pauvreté et *en liaison* avec la justice sociale (...). Le gouvernement royal ne remplace pas le marché mais il le soutient, c'est à dire donne aux entreprises les meilleures possibilités d'appliquer librement les mécanismes concernant la production, les investissements, les coûts.

Le Gouvernement Royal réduit au minimum les interventions de l'Etat, selon les nécessités. Dans ce sens, il continue à créer une structure légale et les institutions de gestion d'une économie solide (...)

Défendre absolument le droit des citoyens, appliquer la politique d'octroi de propriété des terres d'une durée limitée aux investisseurs étrangers, empêcher les violations de la propriété des citoyens et des sociétés privées, améliorer les mécanismes de gestion de l'

Economie :

le programme du Gouvernement

économie afin d'assurer l'efficacité et la transparence de la gestion de l'Etat; lutter contre la corruption et la violation des lois : voilà les travaux nécessaires pour maintenir la stabilité macro-économique, améliorer le niveau de vie de la population et encourager les investissements.

objectifs

Le Gouvernement Royal donne la priorité aux domaines de l'Agriculture, des infrastructures physiques, à l'électricité et aux ressources humaines (...)

Le Gouvernement Royal se fixe les objectifs suivants :

1 - *accélérer la croissance économique* de manière stable pour élever le niveau de vie et pour créer des emplois pour tous les Cambodgiens; il faut pour cela mobiliser les ressources naturelles du Cambodge et les facteurs de production, et les utiliser plus efficacement.

2 - *maintenir la stabilité des prix et la valeur du riel*; maintenir un taux d'inflation à un seul chiffre; passer à une dédollarisation prudente de l'économie.

3 - *accroître l'exportation des produits agricoles et des produits transformés* grâce à la spécialisation et les avantages comparatifs de la production au Cambodge. C'est la stratégie-clé pour résoudre le problème de la balance commerciale.

4 - *réduire pas à pas la pauvreté des citoyens*. Ce n'est pas seulement une base-clé du développement durable de l'économie, mais aussi une priorité suprême (...)

éducation et formation

(...) Parallèlement à l'amélioration et à la généralisation de l'enseignement général, le Gouvernement Royal déterminera

les priorités concernant la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, se concentrant sur l'orientation des qualifications techniques et de gestion en fonction des besoins concrets du marché du travail. Il améliorera les programmes d'enseignement en les liant à la pratique et aux activités de production pour donner aux étudiants l'esprit d'initiative, d'entreprise, pour créer eux-mêmes des emplois.

Le Gouvernement Royal augmentera les dépenses du budget dans ce domaine et encouragera la formation professionnelle (...) Il coopérera avec la Chambre de Commerce et les Associations professionnelles pour créer un Centre de Transfert des technologies, un Centre de Consultation pour les entreprises, un Centre d'Information sur les marchés, un Centre de protection des consommateurs, etc ...

infrastructures

Une tâche urgente du Gouvernement Royal est de continuer à restaurer et construire les moyens de transport et de communications et développer les capacités d'approvisionnement en énergie électrique, en eau potable, d'améliorer les réseaux hydrauliques (...) Cela exige (...) et un fort soutien de la communauté internationale. Le Gouvernement Royal appliquera une politique d'ouverture aux investissements dans les domaines des transports, communications, télécommunications, énergie électrique.

En même temps, compte tenu de la faiblesse des ressources financières, le Gouvernement Royal prendra en considération des techniques utilisant les ressources et les techniques des compagnies; nous pourrions

ainsi créer des emplois et promouvoir l'artisanat à la campagne (...).

politique sectorielle

Agriculture

Secteur de base de l'économie cambodgienne, elle a une importance prioritaire pour assurer la sécurité alimentaire, promouvoir la croissance des autres secteurs, approvisionner en matières premières les industries de transformation, accroître les exportations, créer des emplois pour une population en rapide croissance.

L'agriculture cambodgienne est encore arriérée, presque entièrement dépendante des facteurs climatiques (...).

Le Gouvernement Royal poursuivra la *politique de l'eau* : restauration et construction des systèmes hydrauliques et des digues, augmentation des stations de pompage, les paysans seront conduits à améliorer les systèmes d'irrigation de petite capacité pour bien gérer les ressources en eau.

Pour cela la Direction de l'Hydrologie est élevée au rang de Ministère de l'Hydrologie et de la Météorologie (...)

Pendant les 5 années 1998-2003 il faut développer le système d'irrigation de 16 à 20 %, c'est à dire de 3,3 % à 4 % de superficie cultivable gagnée chaque année, la superficie irriguée passant de 374 603 ha à 450 600 ha.

Le Gouvernement Royal concentrera ses efforts sur le *développement des superficies cultivables* par le déminage, sur la création de centres de développement, l'accélération de l'octroi des droits d'occupation des terres (...)

Encourager le *système financier rural* (...) orienter l'aide étrangère et les investissements privés vers le domaine agricole (...) *fermes modèles* dans les districts pour diffuser et former les paysans aux méthodes de culture et d'élevage

(suite page 8)

A PROPOS ...

placée. Les travaux commencent en juin 1999.

- un autre grand chantier attendu : la réfection du réseau d'égouts.

CDC maintenu et modifié ?

Il avait été question de supprimer le CDC, Conseil Cambodgien de Développement, ou de l'intégrer au Plan. Il semble que le ministre de l'Economie et des Finances Keat Chhn, qui reste à son poste, soit favorable à sa reconduction, mais peut-être en modifiant sa mission. Le

rôle du CDC est en principe de coordonner le CRDB (Bureau de Reconstruction et de Développement : finances publiques) et le CIB (Bureau des Investissements : investissements privés), rôle qu'il n'a que partiellement joué dans le passé.

favoriser les exportations

Pour promouvoir les exportations de produits cambodgiens, le ministre du Commerce bénéficierait de l'aide de la Chambre de Commerce Internationale de Genève, et du Japon. Il s'agit : - de mieux utiliser les produits locaux et les transformer

sur place (exemples : créer une industrie de tissu en jute, les sacs produits à Battambang étant pratiquement invendables; fabriquer des aliments pour bétail en mélangeant maïs et soja; exploiter le poisson, le poivre, le bois d'hévéa pour la fabrication de meubles...); - de rechercher à l'étranger les produits les meilleur marché pour les fabrications locales; - d'introduire des techniques nouvelles : sélection des graines etc ...; - d'assurer une qualité constante, d'améliorer la présentation (emballages etc ...); - de rechercher des débouchés; - de

mieux gérer chaque filière en cherchant à diminuer les coûts, ... Une aide a été demandée au Japon pour créer un parc d'exposition permanente des produits cambodgiens.

Le moment est favorable pour attirer les investissements qui se détournent de l'Indonésie, estimés à 80 millions de dollars, dit-on au ministère du Commerce.

pétrole : retrait d'Idemitsu

La compagnie japonaise Idemitsu, qui avait repris à son seul compte l'exploration des

(suite page 4)

5 ans déjà ... le point sur

L' INSTITUT de TECHNOLOGIE du CAMBODGE

un entretien avec F. Texier, directeur de l' ITC

Cinq années après la signature, en septembre 1993, de la première Convention entre la France et le Gouvernement du Cambodge, qui confiait à l' Aupelf-Uref (devenue depuis l' Agence Universitaire de la Francophonie) la gestion de l' Institut de Technologie du Cambodge, et peu après le concours d' entrée de l' année 1998-99, on peut tenter de faire le point. Rappelons que l' ITC, qui a pris la relève d' un établissement créé par l' URSS, a pour mission de former des Techniciens supérieurs (cursus de 3 ans) et des Ingénieurs (cursus de 5 ans) : l' intérêt de cette formation pour le Cambodge n' est pas à démontrer.

cinq filières, deux cursus

Il existe 5 "filières" :

- Génie civil
- Génie industriel et minier
- Génie chimique et alimentaire
- Génie électrique et énergétique
- Génie rural

Les plus demandées : le génie civil et le génie électrique.

s' adapter aux besoins

Entre les deux cursus, celui d' ingénieurs et celui de techniciens supérieurs, il y a eu les

premières années déséquilibrées en regard aux besoins du pays : trop d' ingénieurs, pas assez de techniciens supérieurs. L' ITC les a formés en nombre à peu près égal l' année dernière : nous avons 255 étudiants pour le cursus techniciens supérieurs et 261 pour le cursus ingénieurs.

Or l' expérience montre que la bonne proportion est d' un ingénieur pour 3 techniciens. On cherche donc à revaloriser les études de technicien supérieur. L' objectif est qu' il puisse sortir de l' ITC chaque année 50 ingénieurs et 150 techniciens supérieurs.

C' est pourquoi le nombre d' étudiants est passé de 1000 il y a 5 ans à environ 500 cette année. C' est un chiffre minimum. Le bon chiffre normal est de 600 à 700 étudiants.

Cette année nous avons 170 étudiants-ingénieurs et 330 étudiants techniciens : le rééquilibrage est en cours.

Il faut noter que les meilleurs élèves-techniciens de chaque filière peuvent intégrer la filière

ingénieurs : ils entrent en 3ème année de cette filière et ont ainsi au total 6 ans d' études.

De même les techniciens, après 2 ans d' activité professionnelle peuvent passer un concours et entrer en 3ème année du cursus ingénieurs.

les enseignants

L' ITC compte actuellement 25 expatriés, dont 17 enseignants, 65 professeurs cambodgiens et 23 vacataires.

13 professeurs cambodgiens sont en formation.

la relève

Bien évidemment l' assistance apportée à l' ITC par l' Aupelf-Uref (c' est à dire principalement par la France) n' est pas destinée à durer toujours. Ce

q u i
r e n d
c e t t e
r e l è v e
d i f f i c i l e,
c' e s t
l e
n i v e a u

des enseignants. Certains ont été formés au temps des Soviétiques, et tous n' ont pas fait l' effort de se remettre à niveau. Certains étudiants sortant de l' ITC ont parfois un niveau équivalent ou supérieur à celui de certains enseignants.

C' est pourquoi depuis 1996 on met l' accent tout particulièrement sur la formation des enseignants. C' est de là que viendra la possibilité de la relève par les Cambodgiens.

La prochaine Convention, la troisième, qui doit prendre effet en septembre 1999, fixera probablement un calendrier organisant cette "relève".

les deux notes, on confronte et on décide. Bien des établissements de l' enseignement supérieur pourraient s' inspirer de cette méthode.

La formation de l' ITC est très recherchée : cette année, pour 150 places de techniciens il y avait 2 704 candidats. Pour 50 places d' ingénieurs : 1 236 candidats. On a dû organiser un pré-concours qui sélectionne 900 candidats-techniciens et 800 candidats ingénieurs.

Il y a 4 épreuves : de maths (coefficient 3) de physique-chimie (coefficient 3), de culture générale et logique (coef. 2), de français (coef. 1) : on ne prend en compte que les notes supérieures à la moyenne.

Le niveau du concours d' entrée s' améliore incontestablement, y compris en français, sous l' effet de l' enseignement secondaire.

la langue française

Dans l' ensemble, le niveau du français est encore faible à l' entrée à l' ITC.

Sur les 900 candidats-techniciens de 1998 la moyenne des notes obtenues a été : pour l' épreuve de maths 9,65; pour la physique-chimie 13,2; pour le français et la culture générale 3,5.

Mais dans chaque promotion les premiers sont très bons : on a eu un 19,4 en français !

Les étudiants techniciens supérieurs ont des cours majoritairement en khmer et, pour une moindre part, en français. Pendant un semestre, ils suivent des cours de français "intensif". Les étudiants ingénieurs sont enseignés uniquement en français.

De cette façon, l' ITC est en mesure de recevoir des étudiants francophones venus d' autres pays de la région : Laotiens, peut-être Vietnamiens ...

Début de coopération régionale : deux professeurs en génie civil vietnamiens sont venus enseigner en français, pendant 2 semaines, à l' ITC. Leur nationalité n' a causé aucun problème, ni dans l' administration

(suite page 8)

Objectif : chaque année 50 ingénieurs et 150 techniciens supérieurs

financement : français à 90 %

La première tranche du Fonds d' Aide et de Coopération a consacré pour les années 1993-96, 33 millions de FF (environ 7 millions de dollars) à l' ITC.

Pour la seconde tranche, 1996-99 : 37 millions de FF.

La troisième, qui commence en septembre 1999, sera certainement en diminution.

L' aide internationale, environ 10 % du total, comprend des contributions de la Communauté Française de Belgique, du Bureau International du Travail, du Consortium d' Universités Francophones (Belgique, France, Québec), de l' Auckland Institute of Technology.

le recrutement des élèves

Il se fait sur concours, et c' est une fierté de l' ITC que l' honnêteté absolue de ce concours. Les copies sont corrigées de façon anonyme (le correcteur ne connaît pas le nom de celui qu' il corrige) et il y a double correction (chaque copie est notée par deux correcteurs différents) : lorsqu' il y a une différence entre

A PROPOS ...

blocs 3 et 4 dans le Golfe de Thaïlande (cn 90) et commencé à forer début avril dernier, a abandonné et ferme son bureau de Phnom Penh, pour des raisons financières (la chute des cours du pétrole diminue les profits) et parce que les derniers forages n' ont rien découvert. Enterprise Oil, qui forait dans les blocs 1 et 2 (cn 65, 83, 90) avait abandonné en mars. Restent : - en cours d' exploration depuis février les blocs 5 et 6 par Woodside Petroleum, - pour un avenir indéterminé la

zone contestée par le Cambodge et la Thaïlande (blocs 27

à 32) qui semble prometteuse. - enfin la zone on-shore en

cours d' étude par l' américaine Carson Cy.

sur commande
la collection de
Cambodge Nouveau
complet jusqu' au
dernier numéro paru
avec l' index le plus récent
2 vol. reliés toile
prix : 250 \$
reliure comprise

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
désidéologues
volontaires
meilleurs
investissements

Cambodge Nouveau
Bi-mensuel
Politique, Economie, Culture

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Directeur commercial Benoît Roch
Impression CIC Centre Informatique du
Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU
est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mobile 012 803 410

Tourisme

On constate une certaine amélioration, l'évolution est favorable, nous dit le directeur de *Die-thelm* J. Guichandut, mais en novembre on est encore, pour le nombre de clients, à 30 % au-dessous du niveau de 1996, dernière année normale, et nettement au-dessous de ces 30 % en chiffre d'affaire, parce que de plus en plus de visiteurs se rendent directement à Siem Reap sans passer à Phnom Penh, de sorte que notre intervention est moindre : en moyenne, 200 \$ pour ces visiteurs-là, au lieu de 600 lorsqu'ils passent par Phnom Penh.

Il faudra encore des mois avant de retrouver le niveau de 1996, mais les perspectives sont bonnes. On devrait retrouver en 1999 le niveau de 1996.

Commentaires très voisins de Moeng Sonn, directeur d'*Eurasie Travel*, dont les clients sont à 70 % Européens, surtout Français et Italiens.

Il observe une amélioration depuis le début de novembre, qu'il estime due surtout au déblocage de la situation politique, et aussi au commencement de la saison sèche. Mais le niveau de l'activité reste d'environ 40 % inférieur à ce qu'il a été en novembre 1996. Et il reste très lié à la stabilité politique : "Je fais une grande fête, avec beaucoup d'invités et une centaine de bonzes, parce que je suis inquiet et que je souhaite que la réconciliation dure toujours".

L'effet des vols directs Bangkok-Siem Reap est considérable, estime Moeung Sonn, il correspond à un détournement aux dépens de Phnom Penh de 30 à 40 %. "Dès que le gou-

Conjoncture

L'activité économique est dans une phase intermédiaire : aux réticences, à l'attentisme de ces derniers mois succède, avec le déblocage de la situation politique, un commencement de confiance. Cependant chaque secteur d'activité a ses difficultés propres : le Tourisme à Phnom Penh se plaint des vols directs Bangkok-Siem Reap, la Confection est alarmée par la menace de quotas américains, certains produits de grande consommation souffrent de massives entrées en contrebande, tout le monde se plaint des contrôles, et tout le monde s'inquiète de la soudaine TVA ...

vernement sera formé, j'écrirai au Premier Ministre pour lui demander d'arrêter ces vols directs". On ne devrait les reprendre selon lui que lorsqu'il y aura une bonne liaison routière avec Phnom Penh, de façon que les régions intermédiaires profitent aussi du tourisme.

Trafic aérien

Les départs vers Siem Reap à partir de Phnom Penh ont été de 4 465 en novembre, en nets progrès sur octobre (2 333) et septembre (1 498).

Le chiffre de novembre est nettement supérieur à celui de novembre 1997 : 3 158, mais encore très inférieur à celui de novembre 1996 : 8 000 (cn 101). Pour les départs internationaux : 19 050 en novembre (14 081 en novembre 97). (source : CAMS)

Transport / Transit

Pour la Confection, qui est une part très importante de notre activité, il y a stabilité du trafic, ou même légère baisse, observe C. Lefebvre, directeur de *Danzas Cambodia*. C'est peut-être l'effet de la menace américaine d'établir des quotas : certains fabricants bien informés ont pu

anticiper et conserver à l'étranger (en Chine, ...) leur production destinée aux Etats-Unis. Mais du côté des autres entreprises (construction, équipements, ...) il y a une certaine reprise. On nous demande plus de quotations, nous avons quelques containers à transporter, au lieu de pratiquement aucun.

Frédéric Gervais, directeur de *SDV/Nedlloyd*, n'observe pas encore d'augmentation sensible du trafic. Un point particulier cependant : la très nette augmentation des expéditions de chaussures vers la France.

La TVA : on peut s'y adapter bien que les délais soient très courts, mais deux inconvénients : - elle va se traduire par une hausse des prix des produits ; - et elle va aggraver la différence entre ceux qui paient l'impôt et ceux qui ne le paient pas.

Assurance

L'activité avait été bonne jusqu'en mars dernier. Elle s'est fortement dégradée dans les mois qui ont suivi, jusqu'en septembre, nous dit Nicolas Strauch,

Indochine Insurance. Nous avons dû gérer plus serré, fermer deux représentations en province, nous séparer d'un collaborateur, et les salaires sont réduits de 10 % depuis fin septembre. Mais après quelques très mauvais mois, le chiffre d'affaires s'est redressé en octobre et la tendance se poursuit en novembre.

Consommation

L'ambiance est meilleure, il se peut que les grands projets redémarrent, mais l'effet ne s'en fait pas encore sentir au niveau de la consommation. Le niveau de nos ventes sur le marché intérieur reste faible, nous dit D. Peterhans, directeur de *Nestlé Dairy Products*. Cependant j'ai confiance, les affaires vont repartir.

Ce que je tiens à souligner, c'est l'effet désastreux de massives entrées en contrebande de certains produits qui provoquent une chute de 60 % des ventes de deux de nos 8 marques. Le nouveau gouvernement devra mettre fin à ces pratiques.

La TVA d'autre part, même si nous en approuvons le principe, nous pose de gros problèmes :

- parce qu'elle va provoquer presque inévitablement une hausse des prix ;
 - parce qu'elle va aggraver la différence entre ceux qui paient l'impôt comme nous, et ceux qui profitent de la contrebande ;
 - parce que le délai imposé est beaucoup trop court : au lieu d'un mois il en faudrait 4 à 6 pour modifier les programmes informatiques, les formulaires, et assurer la formation du personnel.
- Les contrôles** à l'exportation enfin s'alourdissent encore et deviennent encore plus chers. C'est de la folie !

Attention : TVA !

Depuis longtemps annoncée, la décision est prise : la TVA sera introduite le 1er janvier 1999.

La Direction des Impôts, rue 63, a organisé un séminaire destiné aux chefs d'entreprise les 25 et 26 novembre, et publié une série de 18 opuscules, en khmer et en anglais, pour expliquer en quoi consiste cet impôt nouveau.

La TVA concerne les transactions commerciales et les importations. Elle remplace la taxe sur le chiffre d'affaires.

Un impôt moderne

La plupart des entreprises considèrent ce nouveau système comme une bonne nouvelle : plus juste, puisque l'impôt ne frappe que la valeur ajoutée par l'entreprise (c'est ce que demandaient en particulier les industriels de la Confection, cn

87, 88), et en fin de parcours le consommateur, en fonction de sa dépense.

La diminution de la charge fiscale, par suppression de la "cascade" de la taxe sur le chiffre d'affaires, devrait faciliter les exportations.

La TVA est un impôt "moderne", mais qui suppose une comptabilité précise puisque l'entreprise, pour être remboursée de la TVA payée à ses fournisseurs, devra présenter les pièces justificatives.

Mise en route progressive

La Direction des Impôts estime que la TVA va d'abord concerner environ 900 entreprises. Par la suite peut-être 2000.

La TVA pourrait rapporter à l'Etat 60 milliards de riels en 1999.

A qui s'applique la TVA ?

Toutes les entreprises, quelle

que soit leur forme (publiques, privées, SARL, joint ventures, uninomiales etc ..., les associations, les organismes à but non lucratif etc ...) doivent s'enregistrer, faute de quoi il peut y avoir pénalités. Et tous les contribuables dont le chiffre d'affaires imposable, s'il s'agit de biens, dépasse 125 millions de riels pour les 3 mois précédents ou s'il doit vraisemblablement dépasser cette somme dans les 3 mois suivants ; et 60 millions de riels s'il s'agit de services.

Les deux taux de la TVA :

- **zéro** pour les biens exportés, les services rendus hors du Cambodge, et pour une série de services : services postaux ; - soins hospitaliers, médicaux, dentaires et ventes des produits correspondants ; - assurances ; - services financiers ; - biens im-

portés pour usage personnel exemptés de droits de douane ; - transport de passagers par les entreprises publiques ; - activités sans but lucratif d'intérêt public reconnues par le ministère des Finances.

- **10 %** pour les autres transactions et activités concernant des biens ou des services.

Le système commence, pour chaque entreprise, à la date fixée sur le certificat d'enregistrement obtenu lorsque l'entreprise va s'enregistrer au Bureau de l'impôt au régime réel avant le 1er janvier 1999.

Des questions ? Les 18 opuscules de la Direction des Impôts y répondent très bien.

Les contrôles sont assurés par une "regular audit unit" qui compte plus de 20 contrôleurs ; et par une "special audit unit" qui en compte une dizaine.

menaces sur la Confection

Le nombre des usines de Confection en activité est actuellement de 122, nous dit Roger Tan, Secrétaire général du GMAC, *Association des industriels de la Confection au Cambodge*. La croissance de ce secteur est très rapide : La plus importante emploie presque 3500 personnes, la plus petite de 80 à 100. L'effectif moyen tend à augmenter : les nouvelles usines comptent en moyenne environ 1 300 personnes.

plafonnement, ou faible augmentation annuelle ?

La menace d'un quota imposé par les Etats-Unis aux importations de trois produits (chemises, T-shirts, polos) est très inquiétante parce que 70 % de ces usines les fabriquent.

En fait l'établissement de quotas, qui était prévu (*interviews Lim Sopheap* *cn 86*, *Van Su leng*, *cn 88 février 1998*) est maintenant certain, dit M. Roger Tan. Mais ce que nous pouvons faire, c'est négocier pour obtenir la plus importante augmentation annuelle de ces quotas : de 6 % ? De 10 % ? C'est toute l'affaire.

L'argument des Etats-Unis : les importations de produits de confection en provenance du Cambodge ont augmenté très rapidement, cette augmentation doit être ralentie ou stoppée aux niveaux déjà atteints : 74 millions de douzaines de chemises de juillet 1997 à juillet 1998 ; 53 000 douzaines de polos en co-

ton pour la même période, après seulement deux ans d'activité.

Non seulement ces quantités sont devenues fortes, mais les autorités américaines estiment

Les Etats-Unis vont limiter leurs importations de produits de Confection cambodgiens.

Au mieux, on pourra obtenir une certaine augmentation annuelle.

Il faut revoir le système de contrôle.

que la valeur ajoutée au Cambodge est insuffisante pour justifier le certificat d'origine "fait au Cambodge", qui permet de bénéficier de l'absence de quotas. Ce n'est pas un mystère que cette valeur ajoutée se situe aux environs de 30 à 40 %. Ce point a créé aussi des difficultés à l'entrée dans la Communauté européenne et la nécessité du système de dérogation.

Il y aurait enfin des fraudes caractérisées : ventes de faux certificats d'origine à des pays étrangers, "transshipment" ...

La mission ministérielle conduite par le ministre Cham Prasidh qui doit se rendre aux Etats-Unis n'a de chances d'obtenir une augmentation annuelle des quotas que si la cause est jugée bonne, si le Cambodge peut faire la preuve qu'il ne fait pas de dumping, et qu'il ne fraude pas sur les certificats d'origine.

Si sa cause est estimée mau-

vaire, les quantités admises sans droits seront plafonnées à leur niveau actuel.

Il ne faut pas oublier que la tendance générale c'est un retour à un certain protectionnisme.

l' Union Européenne, nouvelle cible ?

Une conséquence naturelle du freinage américain serait que les fabricants s'efforcent d'aug-

menter leurs ventes vers l'Union Européenne. Elles sont déjà fortes, et l'UE se préoccupe depuis longtemps aussi de combattre les fraudes et le taux de la valeur ajoutée (*cn 52, 87, 88*).

menter leurs ventes vers l'Union Européenne. Elles sont déjà fortes, et l'UE se préoccupe depuis longtemps aussi de combattre les fraudes et le taux de la valeur ajoutée (*cn 52, 87, 88*).

quotas :

le bon côté des choses

Sans contester que l'établissement de quotas créerait de grandes difficultés, freinerait sans doute les nouveaux investissements, le Secrétaire général du CDC Sok Chenda observe que, les quotas ne portant que sur les quantités et non sur la valeur des marchandises, les investisseurs pourraient être incités à augmenter la valeur ajoutée dans leurs unités au Cambodge, actuellement très faible.

Pour le Cambodge, cette évolution serait bénéfique : elle permettrait une augmentation des salaires, elle augmenterait le sa-

le problème des contrôles

Au ministère du Commerce, le département spécialisé dans la délivrance des certificats d'origine et les "exportations GSP" (*General System of Preferences*) a pris beaucoup d'ampleur. Mais il semble ne plus pouvoir maîtriser la situation. Comment pourrait-on affirmer avec des quantités pareilles qu'il n'y a pas de fraudes ? Comment contrôler une production, et des exportations, en si rapide croissance ? Savoir si des gens au Cambodge ou ailleurs fabriquent de faux certificats ? Pour les contrôles (pourtant multiples), on ne peut procéder que par sondages.

Pour la première fois depuis des années, les services statistiques du ministère du Commerce ne communiquent plus leurs chiffres parce qu'ils ne sont plus très fiables.

"Il va falloir revoir tout le système" reconnaît le sous-Secrétaire d'Etat Lim Sopheap : *les formalités, les contrôles, supprimer ce qui est inutile. ... Il serait possible d'effectuer les contrôles a posteriori, de déconnecter contrôles et transit Concernant les marchandises importées, on pourrait demander laux commerçants les*

précisions sur les avantages consentis aux investisseurs agréés

"S'il y a eu malentendus au sujet des avantages fiscaux consentis aux investisseurs de la Confection, il ne peuvent venir que d'intermédiaires qui n'ont pas compris, ou d'une mauvaise lecture des règlements, parce que ces règlements sont très clairs", rappelle le Secrétaire général du CDC M. Chenda Sok.

Impôt sur les sociétés : pour savoir exactement à quels avantages a droit un investisseur agréé par le CDC, il suffit de se référer au sous-décret 88 du 29 décembre 1997 (décret d'application de la loi sur les investissements), qui détermine, en fonction d'une grille précise, le nombre d'"années de grâce" (de 1 à 8), période pendant laquelle l'investisseur ne paie pas l'impôt sur les sociétés.

Les critères retenus sont : - le montant de l'

investissement ; - le pourcentage exporté de la production ; - la valeur ajoutée ; - les effectifs employés ; - la formation ; - le lieu d'implantation de l'activité ; - l'emploi des femmes ; - l'emploi des handicapés.

Les investisseurs peuvent faire eux-mêmes, en fonction de ces critères et des coefficients de chacun, le calcul des "années de grâce".

Après cette période de grâce, le taux de l'impôt est de 9 %, au lieu du taux normal de 20 % (sauf pour les activités liées à l'exploitation des ressources naturelles : bois, minerais, or, pierres précieuses, ... : 30 %). Il y a **exonération des droits de douane** la première année, portant sur les matériaux de construction, les machines, les équipements et les matières premières entrant dans la fabrication. Ces exonérations sont reconduites si elles correspondent à l'activité de la société et si l'exportation repré-

sente plus de 80 % de la production.

Pour les autres taxes et impôts le sous-décret n'en parle pas, cela signifie clairement que les investisseurs doivent s'en acquitter.

Une autre plainte des industriels du textile que je connais bien : ils se plaignent de lenteurs dans les exonérations des taxes à l'importation. Mais cela vient souvent de formulaires incomplets, d'erreurs, par exemple sur les unités, qui viennent de ce que les responsables des usines ne parlent souvent ni cambodgien ni anglais.

Le CDC est tout disposé au dialogue avec le GMAC, et prévoit une réunion pour une meilleure coordination, pour faciliter le travail des industriels. Elle aura lieu dès que la délégation ministérielle sera revenue des Etats-Unis et qu'on saura à quoi s'entendre sur les quotas. Ce sera une discussion entre partenaires.

factures des biens en vente par exemple. Mais pour que le système soit efficace, il faudrait que les agents des Douanes, les inspecteurs de Camcontrol, ... soient normalement rémunérés. Avec des salaires de 20 dollars, il y a un grave problème".

En attendant, pour repérer les fraudes, une méthode simple consisterait, fait observer un responsable, à comparer le nombre de certificats d'origine délivrés par le Cambodge, et les quantités reçues aux États-Unis comme provenant du Cambodge : s'il y a vente de faux certificats à des pays étrangers, ou fabrication à l'étranger de faux certificats, cela apparaîtra. On pourrait aussi imaginer un échange d'informations entre pays producteurs.

Dans l'intérêt de tous les fabricants honnêtes, il faut éliminer les fraudeurs qui ne sont qu'une très petite minorité.

pourquoi investir au Cambodge ?

Pour les industriels de la Confection, rappelle le Secrétaire général du GMAC, les raisons de venir investir au Cambodge sont trois :

1. l'absence de quotas; c'est jusqu'ici l'incitation la plus importante. C'est elle qui est maintenant remise en question. Conséquence : les projets de nouveaux investissements (165 projets d'investissements dans la Confection ont été agréés par le CDC de janvier à fin septembre 1998) sont menacés, comme les

projets d'agrandissements des unités existantes. Les investisseurs hésitent.

2. une main d'œuvre abondante et bon marché; mais depuis que les monnaies avoisinantes ont été dévaluées, le Cambodge est devenu plus cher que ses concurrents. En Indonésie par exemple, les salaires équivalaient à 80 \$ par mois : le Cambodge avec ses salaires de 40 \$ était bien placé. Mais les salaires indonésiens équivalent maintenant à 26 dollars. Le Cambodge est donc beaucoup moins compétitif, d'autant plus que la productivité y est faible, ce qui est normal après 4 ans d'activité seulement.

3. pas de taxes pendant une durée pouvant aller jusqu'à 8 ans. Il y a eu sur ce point un malentendu. Pour les investisseurs, cela voulait dire "pas de taxes du tout". Mais s'il y a une taxe sur les sociétés de 9 %, une taxe sur le chiffre d'affaires de 1 % (sur cette controverse, *cn 82, 88*), une taxe aux importations, "ce n'est plus la même chose, on ne peut pas faire de prévisions".

[A ces dernières plaintes, le CDC fait une réponse sans équivoque : il n'y a ni flou ni malentendu, la réglementation est claire, voir encadré ci-contre].

"Pour toutes ces raisons, les industriels de la Confection ne peuvent pas encore gagner de l'argent au Cambodge", dit M. Roger Tan.

Selon un article du *Rasmey Kampuchea* du 9-10 novembre, les États-Unis ont donné au Cambodge 60 jours à compter du 21 octobre 1998 pour négocier les quotas des produits cotés 338-339 et 345. Si aucun accord n'est intervenu avant cette limite, les États-Unis imposeront un quota annuel de 1,7 million de douzaines pour les produits 338-339 et une limite de 50 000 douzaines pour les produits 345. Les importations des premiers ont été multipliées par 12 de juillet 97 à juillet 98, les produits 345 par 200, parce que le Cambodge vendrait secrètement des CO "Produit du Cambodge" à des usines au Vietnam, à Singapour, en Chine et à Hong Kong.

Contrôles : ça empire

Depuis 6 mois la pression financière des contrôles augmente, nous disent les transporteurs et transitaires, et la tendance s'est accélérée ces derniers mois. Ce sont les mêmes organismes qui contrôlent, mais le nombre des contrôleurs augmente, et en même temps les frais du contrôle. Il y a six mois, il en coûtait 150 dollars pour un container de 20 pieds à l'exportation. Maintenant, c'est 360 dollars. Pour un 40', 500 dollars : "cela devient affolant". Il faut un à deux jours pour inspecter un container, mais les inspecteurs (qui sont décrits comme "arrogants, incapables, ignares, certains ne savent pas lire" par nos informateurs) s'arrangent pour travailler en heures supplémentaires, après 5 heures, la nuit, parce qu'alors les tarifs sont bien plus élevés. Ces tarifs sont sans aucune mesure avec le coût véritable des contrôles et des frais administratifs : "où va l'argent ?".

De même, obtenir un Certificat d'Origine (CO) coûte de 100 à 200 dollars : c'est cher pour un coup de tampon !

"On dit : le transport est cher ! Mais les contrôles représentent la moitié du coût du transit. La marge des transporteurs n'est que de 5 à 10 %. Ce n'est pas dans les poches des transporteurs que va l'argent des contrôles".

Accident de la route? Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



Indochine Insurance offre :

- Automobile
- Un service efficace et rapide
- Des experts pour vous
- Des experts pour vous conseiller sur :
- Evaluation des risques
- Expertise des sinistres
- Prévention
- Motocyclette
- Santé
- Accident du travail
- Aviation
- Transport de marchandises
- Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

 **indochine**
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel: 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camnaco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sunnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

ITC

(suite de la page 4)

cambodgienne, ni parmi les étudiants cambodgiens.

"Il faut rappeler d'ailleurs, souligne F. Texier, que l'anglais fait partie de notre enseignement : nous avons à l'ITC deux professeurs de l'Auckland Institute of Technology". 25 % du temps de l'enseignement est consacré aux langues étrangères, dans la proportion de 75 % pour les français et 25 % pour l'anglais. Tous nos étudiants ingénieurs diplômés maîtrisent les deux langues.

"Un tel multi-linguisme est évidemment nécessaire au Cambodge.

"Il est bon que les étudiants se familiarisent avec une certaine diversité de langues, de cultures, de relations d'affaires.

"Non le français n'est pas un obstacle à l'emploi. L'ITC forme d'abord de futurs cadres, compétents dans leur spécialité : c'est cela que veulent les entreprises.

"D'autre part, avec le français, c'est aussi un esprit, une méthode qui sont appris par les étudiants".

les débouchés

On a maintenant des indications concrètes sur la qualité des élèves formés par l'ITC, puisqu'une première promotion de techniciens supérieurs ayant commencé leur formation en 1994 a obtenu son diplôme en juillet 97 (109 élèves), une seconde en juillet 1998.

Les chiffres sont très encourageants : la moitié des diplômés de 1997 ont trouvé un emploi très facilement en 6 mois.

Comme Hun Sen avait promis un emploi dans l'administration à tous les diplômés, après un an tout le monde se trouve intégré soit dans l'administration soit dans une entreprise.

Un autre bon signe : il est de moins en moins difficile de trouver des stages dans les entreprises pour les étudiants.

l'esprit de coopération

Il est certain que ce système d'enseignement est cher, reconnaît F. Texier. "Il n'est pas inspiré par le seul souci de rentabilité immédiate : nous formons beaucoup de gens qui feront carrière dans un environnement non francophone

"Notre action à l'ITC s'inscrit dans une tradition de coopération en faveur du développement du Cambodge, une tradition humaniste.

"Elle aura atteint pleinement son objectif lorsque les Cambodgiens pourront assurer la relève".

PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

(suite de la page 3)

(...)

Le Gouvernement consolidera son contrôle des **ressources de la pêche** dans la mer, les rivières et les fleuves (...) il encouragera les investissements agro-industriels dans le domaine de l'élevage, terre et mer.

Il accélérera la **privatisation totale des plantations d'hévéas d'Etat**, soutiendra les investissements privés pour la production de caoutchouc de grande envergure et encouragera les paysans à planter l'hévéa sur de petites surfaces, selon la politique d'octroi de crédits à la population (...).

Le Gouvernement consolidera l'application de la **politique forestière** pour assurer l'utilisation rationnelle des ressources

(...) empêcher sévèrement les coupes illégales.

Le Gouvernement encouragera la population à planter des arbres à croissance rapide et à haut rendement pour servir de bois de chauffage et de charbon de bois.

Pour assurer la durée des forêts et sauvegarder l'environnement le Gouvernement poursuivra fermement l'application des mesures suivantes :

- arrêt des nouvelles autorisations d'investissements dans la transformation du bois;
- réexamen des contrats de concession, annulation des contrats non-appliqués. Les forêts ainsi confisquées deviendront des zones conservées, servant d'abri aux animaux, sous la stricte gestion des ministères de

l'Agriculture, de l'Environnement et des autorités territoriales.

- les concessionnaires appliquant les contrats seront encouragés à s'équiper de moyens de transformation modernes pour accroître le prix du bois et créer des emplois; à appliquer les accords sur la coupe planifiée; à respecter les normes techniques; à reboiser les zones de bois coupées.

- réexamen des projets de loi sur la gestion des forêts et rédaction d'un Code de gestion forestière. Les gens coupables de coupes illégales ou d'exportations illégales devront être repérés et condamnés.

[suite : Industrie, Artisanat, Commerce, Investissements, Finances ...]
Traduction That Ly Hok

MEDIAS

Moneaksekar Khmer

Sam Rainsy / Ranariddh

M. Sam Rainsy, président du parti de Sam Rainsy, est rentré au Cambodge le 24 novembre après deux mois d'absence. (...) S'adressant à ses supporters, M. Sam Rainsy a dit : "Bien que ma sécurité ne soit pas adéquate, je reviens au Cambodge pour partager avec vous la volonté, les épreuves, et le combat pour la démocratie. Je ne peux pas échanger le sang de gens innocents contre le pouvoir. Je ne peux pas trahir la nation, la patrie, les gens innocents et en particulier les moines (...)"

Pendant les manifestations de fin août et de septembre, le prince Ranariddh et Sam Rainsy étaient tous deux à la tête des manifestations et disaient "Hun Sen est un assassin (...) il est impossible de travailler dans un gouvernement tant qu'il y a Hun Sen". (...) Mais maintenant Ranariddh se précipite vers le pouvoir (...) Sam Rainsy l'attaque publiquement et qualifie son attitude de "promesse rompue". "Une trahison reste une trahison. Après l'une en vient une autre. La première trahison a été commise après les élections de 1993, la seconde après les élections de 1998 (...)"

(extraits de Moneaksekar Khmer 25.11.98, d'après traduction The Mirror).

Rasmey Kampuchea

Ranariddh / Sam Rainsy

(...) Peu après que M. Sam Rainsy eut parlé ["le parti de Sam Rainsy n'échange pas le sang du peuple contre des postes", commentaire à l'élection du prince Ranariddh à la

présidence de l'Assemblée nationale], Samdech Krom Preah Norodom Ranariddh a dit aux journalistes (...) : "pour ma part, avec Sa Majesté le Roi, nous n'avons pas échangé le sang du peuple contre des postes. Au contraire nous avons agi ainsi parce que nous voulons mettre fin à l'hémorragie dont souffre le Cambodge. (...) Le Funcinpec a agi pour mettre fin à la crise politique; en second lieu, en tant que parti royaliste, nous devons obéissance à la pensée et aux conseils du Roi du Cambodge; enfin le Funcinpec s'est accordé aux pressions de la communauté internationale, du Japon et des Etats-Unis (...)"

(extraits de Rasmey Kampuchea 27.11.98, d'après traduction The Mirror).

Moneaksekar Khmer

où est Kem Sokha ?

Jusqu'à présent, un tribunal Hun Sen maintient un mandat d'arrêt contre Kem Sokha [ancien député et président de la Commission des droits de l'Homme]. Beaucoup de gens à Phnom Penh ont exprimé leurs vives inquiétudes à son sujet. Certains pensent que M. Kem Sokha est réfugié à l'ambassade des Etats-Unis, ce que dément l'ambassade. D'autres pensent qu'il pourrait avoir quitté le pays. Mais on n'a aucun moyen de le vérifier. (...) M. Al Santoli, qui travaille pour M. Rohrabacher a déclaré que "(...) le harcèlement dont M. Kem Sokha est la victime montre que les droits des députés à l'Assemblée ne sont pas respectés. Lorsque leur immunité parlementaire a pris fin, ce qu'ils ont dit, les protestations qu'ils ont exprimées pendant leur mandat deviennent des motifs

de poursuites pour les autorités de Hun Sen (...).

(extraits de Moneaksekar Khmer 11.10.98 d'après traduction The Mirror).

Koh Santepheap

à qui l'hélicoptère ?

Des plaintes ont été déposées simultanément par le prince Ranariddh et le gouvernement du Cambodge auprès d'un tribunal de Singapour, chaque partie estimant être propriétaire d'un hélicoptère d'une valeur d'un million de dollars, actuellement immobilisé à Singapour.

Selon M. Ahmed Yahya, l'hélicoptère appartenant au prince Ranariddh aurait été confisqué par le gouvernement après qu'un pilote ait essayé au lendemain des événements de juillet 1997, de l'emmener en Thaïlande, mais en ait été empêché par les autorités thaïlandaises.

Selon le gouvernement l'hélicoptère est la propriété du gouvernement, ayant été acheté alors que le prince Ranariddh était premier Premier ministre.

(extraits de Koh Santepheap du 12.11.98, d'après traduction The Mirror).

Prière d'insérer

Nous recevons du Cabinet d'Avocats Beaulieu, Lemoine, Derrjat-Maillard à Nanterre, France, le communiqué suivant :

Par requête en date du 24 juillet 1998 visée par Monsieur le Procureur de la République, il est demandé au TGI de Nanterre de déclarer l'absence de

M. Phourik MOL

né le 4 janvier à Battambang (Cambodge), de nationalité cambodgienne, époux divorcé de Mme Claudine Hamel, demeurant en dernier lieu au Cambodge, qui n'a pas donné de nouvelles, a "disparu" depuis 1972.